

No. 31975

**FRANCE
and
CHILE**

**Agreement for the development of joint scientific research.
Signed at Santiago on 24 October 1994**

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 26 June 1995.

**FRANCE
et
CHILI**

**Accord pour le développement de recherches scientifiques
coujointes. Signé à Sautiago le 24 octobre 1994**

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistré par la France le 26 juin 1995.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI POUR LE DÉVELOPPEMENT DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES CONJOINTES

Le Gouvernement de la République française, et le Gouvernement de la République du Chili, ci-après désignés "les Parties",

Désireux de développer sur la base du bénéfice mutuel leur coopération scientifique et technologique,

Considérant les dispositions de l'accord de coopération technique et scientifique, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili signé à Santiago le 14 septembre 1962²,

Vu les conclusions de la sixième session de la commission mixte franco-chilienne de coopération culturelle, scientifique et technique qui s'est tenue à Paris les 26, 27 et 28 septembre 1994,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I^{er}

Le présent accord a pour objet la création d'un système de coopération par lequel les enseignants et chercheurs français et chiliens développent conjointement des projets de recherche et de recherche-formation, en particulier dans le cadre de conventions entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche des deux Etats, afin de promouvoir:

- la réalisation de projets de haut niveau scientifique, notamment en permettant les échanges de chercheurs confirmés;
- des stages de recherche de longue durée pour des jeunes Chiliens ou des jeunes Français (doctorat et post-doctorat);
- l'échange d'informations scientifiques, techniques et pédagogiques, de documentation spécialisée et de publications;
- la valorisation des recherches scientifiques et techniques sur la base du bénéfice mutuel.

ARTICLE II

La mise en oeuvre du présent accord est entièrement assurée, pour chacune des deux Parties, par un comité désigné par les instances nationales compétentes.

Les représentants de chaque comité se réunissent conjointement, si possible une fois par an, alternativement en France et au Chili, pour sélectionner les projets préalablement évalués par chacun d'entre eux, et élaborer un rapport d'activité destiné aux instances nationales compétentes. Ils peuvent proposer à ces instances des priorités d'action ainsi que, le cas échéant, des mesures visant à faciliter l'application du présent accord.

¹ Entré en vigueur le 24 octobre 1994 par la signature, conformément à l'article VIII.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1323, p. 203.

Les deux comités facilitent les démarches visant à la reconnaissance des diplômes universitaires respectifs.

ARTICLE III

Du côté français et du côté chilien, un projet peut impliquer une ou plusieurs équipes organisées en réseau de travail et appartenant à un ou à plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

La durée des projets de recherche ne comportant pas de composante formation est fixée à un maximum de trois ans. La durée des projets de recherche-formation est d'un maximum de cinq ans. Des prolongations peuvent être accordées après évaluation au cas par cas.

Les projets peuvent inclure une ou plusieurs des activités suivantes:

1. missions de travail d'enseignants-chercheurs et de chercheurs français et chiliens, afin de renforcer la coordination entre les unités de recherche et les unités de formation doctorale des deux Etats;
2. formation doctorale d'étudiants chiliens, à temps complet en France ou par séjours alternés en France et au Chili, notamment dans le cadre de la procédure de cotutelle de thèse;
3. formation doctorale d'étudiants français à temps complet au Chili, ou par séjours alternés au Chili et en France, notamment dans le cadre de la procédure de cotutelle de thèse;
4. formation post-doctorale par l'échange d'enseignants-chercheurs et de chercheurs français et chiliens;
5. mise à disposition des universités et institutions de recherche françaises et chiliennes de livres, documents et équipements spécifiques indispensables à la réalisation des activités conjointes;
6. activités complémentaires, telles que colloques ou séminaires, à l'initiative conjointe des deux Parties.

ARTICLE IV

Le dépôt des projets s'effectue en réponse à des appels d'offres émis périodiquement par les comités.

Trois types de projets peuvent être déposés:

1. des projets élaborés conjointement par des équipes françaises et chiliennes;
2. des projets élaborés par des équipes d'une seule des Parties;
3. des projets faisant intervenir outre des équipes chiliennes et françaises, d'autres équipes scientifiques latino-américaines.

Dans le premier cas, chacune des équipes dépose le projet auprès du comité de son Etat, qui fait procéder à une évaluation par des experts scientifiques indépendants. Lors de la réunion des représentants des deux comités, les résultats des évaluations sont comparés, et la liste des projets sélectionnés est arrêtée conjointement.

Dans le second cas, après dépôt auprès du comité compétent et évaluation scientifique favorable, le projet est transmis au comité de l'autre Partie qui procède à une recherche de partenaires, suivie d'une évaluation. La sélection définitive est réalisée lors de la réunion des représentants des deux comités.

Dans le troisième cas, chacune des deux Parties procède, en fonction des informations dont elle dispose, à l'évaluation de l'équipe de l'Etat tiers.

ARTICLE V

Pour chaque projet, les comités désignent d'un commun accord un coordinateur français et un coordinateur chilien. Les coordinateurs sont les responsables scientifiques du projet et sont chargés de veiller à son bon fonctionnement. Ils doivent remettre au comité de leur Etat un rapport intermédiaire au bout de deux ans et un rapport final dans un délai de deux mois après la fin du projet.

Les coordinateurs soumettent chaque année aux comités compétents une proposition d'action pour l'année suivante. Si les comités portent une appréciation défavorable sur l'avancement du projet, ils peuvent décider de le réorienter ou de l'interrompre.

ARTICLE VI

Dans la limite et dans le cadre des disponibilités budgétaires des Parties, les règles de prise en charge des dépenses sont les suivantes:

1. Les salaires des enseignants-chercheurs et chercheurs impliqués dans les projets sont pris en charge par leurs établissements d'origine.
2. Pour la réalisation des missions d'enseignants-chercheurs et chercheurs français au Chili, les voyages aller-retour sont pris en charge par la Partie française et les frais de séjour ainsi que les frais de voyage à l'intérieur du Chili sont pris en charge par la Partie chilienne.
3. Pour la réalisation des missions d'enseignants-chercheurs et chercheurs chiliens en France, les voyages aller-retour sont pris en charge par la Partie chilienne et les frais de séjour ainsi que les frais de voyage à l'intérieur de la France sont pris en charge par la Partie française.
4. Les modalités de prise en charge des bourses doctorales et post-doctorales feront l'objet d'une convention séparée.

ARTICLE VII

Les questions liées au présent accord et qui ne sont pas explicitement prévues par cet instrument font l'objet d'un examen par les deux comités. Ceux-ci peuvent proposer aux deux Parties les compléments nécessaires.

Le présent accord ne fait pas obstacle au développement d'autres relations franco-chiliennes dans le domaine de la recherche et de la formation à la recherche scientifique et technologique.

Toutefois, compte tenu des différents accords institutionnels existant dans le cadre de la coopération scientifique et technologique, des mécanismes seront définis afin d'instaurer la coordination nécessaire entre les projets.

Tout litige ou différend relatif à l'interprétation du présent accord est résolu par négociation entre les Parties.

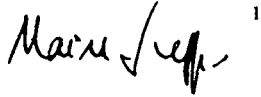
ARTICLE VIII

Le présent accord entre en vigueur à la date de sa signature pour une durée de cinq ans, et pourra être prorogé par tacite reconduction pour une durée égale. Il pourra être dénoncé par l'une des deux Parties signataires, avec préavis de six mois et notifié par écrit. La dénoociation éventuelle ue devra pas avoir d'incidence sur les projets en cours dont la continuité sera assurée, sauf décision contraire des Parties.

Fait à Santiago, le 24 octobre 1994, en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

 ¹

Pour le Gouvernement
de la République du Chili :

Le Ministre des Relations Extérieures,

 ²

¹ Alain Juppé.

² José Miguel Insulza Salinas.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE CHILE PARA EL
DESARROLLO DE INVESTIGACIONES CIENTÍFICAS CON-
JUNTAS

El Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile, en adelante denominados "las Partes",

Deseosos de desarrollar la cooperación científica y tecnológica, sobre la base del beneficio mutuo,

Considerando las disposiciones del Acuerdo de Cooperación Técnica y Científica entre el Gobierno de la República Francesa y el Gobierno de la República de Chile, firmado en Santiago, el 14 de septiembre de 1962,

Conforme a las conclusiones de la Sexta Sesión de la Comisión Mixta Franco-Chilena de Cooperación Cultural, Científica y Técnica, celebrada en París, los días 26, 27 y 28 de septiembre de 1994,

Han acordado lo siguiente:

Artículo I

El presente Acuerdo tiene por objeto la creación de un sistema de cooperación en virtud del cual los profesores e investigadores franceses y chilenos desarrollarán en forma conjunta proyectos de investigación y de investigación-formación, especialmente en el marco de los convenios entre establecimientos de educación superior y de investigación de ambos Estados, con el fin de promover:

- la realización de proyectos de alto nivel científico, facilitando, especialmente, el intercambio de investigadores altamente calificados;

- cursos de investigación de larga duración para jóvenes franceses o chilenos (a nivel de doctorado y de post-doctorado);
- el intercambio de informaciones científicas, técnicas y pedagógicas, de documentación especializada y de publicaciones;
- la valoración de investigaciones científicas y técnicas sobre la base del beneficio mutuo.

Artículo II

La implementación del presente Acuerdo estará totalmente garantizada, para cada una de las dos Partes, por un Comité que será designado por los organismos nacionales competentes.

Los representantes de cada Comité se reunirán, si fuere posible, una vez al año, alternadamente en Francia y en Chile, para seleccionar los proyectos previamente evaluados por cada Comité y elaborar un informe de actividades destinado a los organismos nacionales competentes. Los Comités podrán proponer a dichos organismos las prioridades de acción y, si fuere necesario, las medidas conducentes a facilitar la aplicación del presente Acuerdo.

Los dos Comités facilitarán las gestiones destinadas al reconocimiento de los respectivos títulos universitarios.

Artículo III

Por la Parte francesa y por la Parte chilena, un proyecto podrá involucrar a uno o más equipos organizados en una red de trabajo y que pertenezcan a uno o más establecimientos de educación superior y de investigación.

La duración de los proyectos de investigación que no conlleven un componente de formación quedará establecida en un máximo de tres años. La duración de los proyectos de investigación-formación será de un máximo de cinco años. Podrán acordarse prórrogas, previa evaluación de cada caso en particular.

Los proyectos podrán incluir una o más de las siguientes actividades:

1. Misiones de trabajo de profesores-investigadores y de investigadores franceses y chilenos, con el fin de fortalecer la coordinación entre las unidades de investigación y las unidades de formación a nivel de doctorado de ambos Estados;
2. Formación de estudiantes chilenos a nivel de doctorado, a tiempo completo en Francia, o bien, en períodos alternados, en Francia y en Chile, especialmente en el marco del procedimiento de cosupervisión de tesis;
3. Formación de estudiantes franceses a nivel de doctorado, a tiempo completo en Chile, o bien, en períodos alternados en Francia y en Chile, especialmente en el marco del procedimiento de cosupervisión de tesis;
4. Formación a nivel de post-doctorado mediante el intercambio de profesores-investigadores y de investigadores franceses y chilenos;
5. Puesta a disposición de las universidades y organismos de investigación franceses y chilenos de libros, documentos y equipos específicos y que sean necesarios para la realización de las actividades conjuntas;
6. Actividades complementarias, tales como coloquios y seminarios, a iniciativa conjunta de ambas Partes.

Artículo IV

La presentación de los proyectos se efectuará como resultado de los llamados a licitación que formulen los Comités en forma periódica.

Se podrán presentar tres tipos de proyectos:

1. Los proyectos que sean elaborados conjuntamente por los equipos franceses y chilenos;
2. Los proyectos que sean elaborados unilateralmente por los equipos de una sola Parte;
3. Y los proyectos en que participen, además de los equipos franceses y chilenos, otros equipos científicos latinoamericanos.

En el primer caso, cada equipo presentará el proyecto al Comité de su Estado, que lo someterá a la evaluación de expertos científicos independientes. En la reunión que celebren los representantes de ambos Comités, se compararán los resultados de las evaluaciones y se aprobará, en forma conjunta, la lista de los proyectos seleccionados.

En el segundo caso, luego de ser presentado al Comité competente y evaluado científicamente en forma favorable, el proyecto se transmitirá al Comité de la otra Parte, el que, previa búsqueda de socios, lo someterá a evaluación. La selección definitiva se realizará en la reunión que celebren los representantes de ambos Comités.

En el tercer caso, cada una de las Partes procederá, en función de las informaciones de que disponga, a la evaluación del equipo del tercer Estado.

Artículo V

En relación con cada proyecto, los Comités designarán de común acuerdo un coordinador francés y un coordinador chilenos. Los coordinadores serán los responsables científicos del proyecto y los encargados de velar por su buen funcionamiento. Deberán entregar al Comité de su Estado un informe de avance al cabo de dos años y un informe final dentro de un plazo de dos meses una vez terminado el proyecto.

Los coordinadores formularán cada año a los Comités competentes una propuesta de acción para el año siguiente. Si los Comités tuvieren una apreciación poco favorable sobre el avance del proyecto, podrán decidir reorientarlo o interrumpirlo.

Artículo VI

Dentro del límite y en el marco de las disponibilidades financieras de las Partes, las normas relativas al pago de los gastos son las siguientes:

1. Las remuneraciones de los profesores-investigadores y de los investigadores que participen en los proyectos serán pagadas por sus establecimientos de origen;
2. Para la realización de las misiones de profesores-investigadores y de investigadores franceses en Chile, los viajes de ida y vuelta serán pagados por la Parte francesa y los gastos de permanencia, así como los gastos de desplazamiento dentro de Chile, serán asumidos por la Parte chilena;
3. Para la realización de las misiones de profesores-investigadores y de investigadores chilenos en Francia, los viajes de ida y vuelta serán pagados por la Parte chilena y los gastos de permanencia, así como los gastos de desplazamiento dentro de Francia, serán asumidos por la Parte francesa.

4. Las modalidades de pago de las becas de doctorado y de postdoctorado se especificarán en un acuerdo por separado.

Artículo VII

Los temas relativos al presente Acuerdo y que no estén explícitamente contemplados en este instrumento, serán examinados por ambos Comités. Estos últimos podrán proponer a ambas Partes los aspectos complementarios que sean necesarios.

El presente Acuerdo no interferirá en el desarrollo de otras relaciones franco-chilenas en el ámbito de la investigación, de la formación y de la investigación científica y tecnológica.

No obstante, teniendo en cuenta los diferentes acuerdos institucionales que existen en el marco de la cooperación científica y tecnológica, se definirán los mecanismos conducentes a establecer la coordinación necesaria entre los proyectos.

Cualquier controversia o diferendo respecto de la interpretación del presente Acuerdo, se resolverá mediante negociación entre las Partes.

Artículo VIII

El presente Acuerdo entrará en vigencia en la fecha de su firma por un período de cinco años y podrá prorrogarse por tácita reconducción por igual período. Podrá ser denunciado por cualquiera de las Partes firmantes, mediante notificación por escrito enviada con seis meses de anticipación. Su eventual denuncia no deberá incidir en modo alguno en los proyectos en curso, cuya continuidad estará garantizada, salvo decisión en contrario de las Partes.

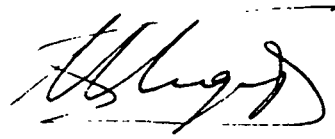
Hecho en Santiago, a veinticuatro días del mes de octubre de mil novecientos noventa y cuatro, en dos ejemplares originales en idiomas francés y español, cada uno igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República Francesa:



ALAIN JUPPÉ
Ministro de Asuntos Exteriores

Por el Gobierno
de la República de Chile:



JOSÉ MIGUEL INSULZA SALINAS
Ministro de Relaciones Exteriores

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC
OF CHILE FOR THE DEVELOPMENT OF JOINT SCIENTIFIC
RESEARCH

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile, hereinafter referred to as “the Parties”,

Desiring to develop scientific and technological cooperation on the basis of mutual benefit,

Considering the provisions of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Chile on technical and scientific co-operation, signed at Santiago on 14 September 1962,²

Considering the conclusions reached by the Joint Franco-Chilean Cultural, Scientific and Technical Commission at its sixth session, held in Paris on 26, 27 and 28 September 1994,

Have agreed as follows:

Article I

The purpose of this Agreement is to establish a system of cooperation under which French and Chilean teachers and researchers shall jointly develop research and research/training projects, especially under agreements between institutions of higher education and research in both States, with a view to promoting:

- The implementation of high-level scientific projects, in particular by facilitating the exchange of experienced researchers;
- Long-term research courses for young Chilean or French nationals (at the doctorate and post-doctorate levels);
- The exchange of scientific, technical and educational information, specialized documents and publications;
- The development of scientific and technical research on the basis of mutual benefit.

Article II

This Agreement shall be implemented, in the case of each Party, by a committee designated by the competent national bodies.

The representatives of each committee shall meet, if possible, once a year, alternately in France and in Chile, to select projects evaluated beforehand by each committee, and to prepare a report on their activities for the competent national bodies. They may propose to such bodies priority areas of action and, if necessary, measures to facilitate the implementation of this Agreement.

¹ Came into force on 24 October 1994 by signature, in accordance with article VIII.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1323, p. 203.

The two committees shall promote any steps aimed at the recognition of each other's university degrees.

Article III

On the French side and on the Chilean side, a project may involve one or more teams organized as a network and belonging to one or more institutions of higher education and research.

The duration of research projects that do not include training components shall not exceed three years. The duration of research/training projects shall not exceed five years. The duration of projects may be extended following a review on a case-by-case basis.

Projects may include one or more of the following activities:

1. Working missions of French and Chilean teachers/researchers and researchers with a view to strengthening coordination between the research and doctoral training units of the two States;
2. The training of Chilean doctoral students either full time in France or through alternate stays in France and in Chile, especially as part of the arrangements for the joint supervision of theses;
3. The training of French doctoral students either full time in Chile or through alternate stays in Chile or in France, especially as part of the arrangements for the joint supervision of theses;
4. Post-doctoral training through the exchange of French and Chilean teachers/researchers and researchers;
5. The provision to French and Chilean universities and research institutions of books, documents and specific equipment required for the implementation of joint activities;
6. The organization of supplementary activities such as symposia or seminars under the joint sponsorship of both Parties.

Article IV

Projects shall be submitted following invitations to tender proposals issued periodically by the committees.

Three types of projects may be submitted:

1. Projects jointly formulated by French and Chilean teams;
2. Projects formulated by teams from only one Party;
3. Projects involving other Latin-American teams of scientists in addition to Chilean and French teams.

In the first case, each team shall submit a project to its own State committee which shall have the project evaluated by independent scientific experts. At the meeting of representatives of the two committees, the results of the evaluations shall be compared and the list of projects selected shall be established jointly.

In the second case, after the project submitted to the competent committee has been favourably reviewed on its scientific merits, it shall be transmitted to the committee of the other Party, which shall proceed to identify partners prior to con-

ducting an evaluation. The final selection shall be made at a meeting of representatives of the two committees.

In the third case, each Party shall evaluate the team of the third State on the basis of the information at its disposal.

Article V

For each project, the committees shall jointly designate a French coordinator and a Chilean coordinator. The coordinators shall be responsible for the scientific aspects of the project and shall ensure its proper operation. They shall submit to their State committee an interim report after two years and a final report no later than two months after the project has been completed.

Every year, the coordinators shall submit to the competent committees proposals concerning activities for the following year. Should the committees express dissatisfaction with the progress of the project, they may decide to reorient or discontinue it.

Article VI

Within the limits and within the framework of the budget resources available to the Parties, the rules governing the allocation of costs shall be as follows:

1. The salaries of teachers/researchers and researchers involved in the projects shall be borne by their parent establishments;
2. In the case of missions of French teachers/researchers and researchers to Chile, the costs of the round trip fares shall be borne by the French Party and the subsistence costs and the costs of travel within Chile shall be borne by the Chilean Party;
3. In the case of missions of Chilean teachers/researchers and researchers to France, the costs of the round trip fares shall be borne by the Chilean Party and the subsistence costs and the costs of travel within France shall be borne by the French Party;
4. The arrangements concerning the allocation of the costs of doctoral and post-doctoral scholarships shall be the subject of a separate agreement.

Article VII

Issues relating to this Agreement which are not explicitly covered therein shall be reviewed by the two committees. The latter may suggest any necessary additions to the two Parties.

This Agreement shall not impede the development of other types of relations between France and Chile in the field of research and training in scientific and technological research.

However, in view of the different institutional agreements that exist in the field of scientific and technological cooperation, mechanisms shall be defined with a view to establishing the necessary coordination between projects.

Any dispute or disagreement with respect to the interpretation of this Agreement shall be settled through negotiation between the Parties.

Article VIII

This Agreement shall enter into force on the date of its signature for a period of five years and may be automatically renewed for additional five-year periods. It may be denounced by either signatory Party upon six months' written notice. Any denunciation shall not affect ongoing projects, the continuity of which shall be assured unless the Parties decide otherwise.

DONE at Santiago, on 24 October 1994, in two original copies, in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN JUPPÉ
Minister for Foreign Affairs

For the Government
of the Republic of Chile:

JOSÉ MIGUEL INSULZA SALINAS
Minister for Foreign Affairs
